Bulletin d'information du PNUD Burkina Faso

Le Partenariat en Action

PNUD
Au service des peuples et des nations

L'Actualité du PNUD n° 001 de Mars 2015

LE PNUD ACCOMPAGNE LE CNT

41 MILLIONS DE FCFA POUR LA TRANSITION

ZOOM

ACCORD DE SIEGE POUR LE ROJALNU P.3

FOCUS

APPUI AU CNT: LE PNUD S'ENGAGE P.4-5

ACTUNITE

ACTUALITE PROGRAMMES ET PROJETS P.6-13

EDITORIAL

PASCAL KARORERO

REPRÉSENTANT RÉSIDENT DU PNUD, COORDONNATEUR RÉSIDENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU BURKINA FASO

DE NOMBREUX DEFIS POUR CETTE NOUVELLE ANNEE

Le premier trimestre de 2015 a été marqué par la poursuite de l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Gouvernement, dans le cadre de son Programme Pays dont les priorités sont basées sur les grandes orientations prioritaires déclinées dans la SCADD ,qui reste le référentiel court/moyen terme du Burkina Faso.

Cependant certains aspects des interventions du PNUD ont été revisités afin de mieux répondre aux priorités émergentes du pays dans le cadre de la période de transition politique consécutive à l'insurrection populaire des 30 et 31 Octobre 2014. C'est ainsi que des efforts importants ont été faits pour appuyer les nouveaux organes de la transition et pour la bonne préparation et tenue des élections qui marqueront la fin de cette période.

L'appui du PNUD aux organes de la transition, s'est manifesté principalement par la formation des membres du Gouvernement sur les « enjeux des élections de 2015 au Burkina Faso » et au Conseil National de la Transition par une formation BRIDGE (Building Resources in Democracy, Governance and Elections) au profit de ses membres.

Ces efforts devront se poursuivre car le PNUD travaillera dans la perspective d'améliorer ses services d'appui et d'assistance au développement dans ses secteurs prioritaires d'intervention (promotion de la bonne gouvernance, développement durable et protection de l'environnement, réduction de la pauvreté, renforcement des capacités pour le préven tion et gestion des crises, lutte contre le VIH/SIDA) comme déclinés dans son Programme Pays en cours d'exécution .

L'appui au processus de la transition et à l'organisation d'élections crédibles, transparentes et inclusives, constituera un nouvel axe majeur du programme de pays dans sa composante relative à la gouvernance. Une série d'activités de renforcement des capa cités et de développement d'outils de travail destinés aux acteurs nationaux durant la transition seront concernées.

Conformément à son objectif initial qui est d'informer ses partenaires sur les activités du PNUD, le présent numéro du bulletin « Partenariat en Action » aborde des questions relatives à l'exécution du programme Pays, les visites et échanges avec les partenaires, des activités de renforcement de capacités et la conduite d'études pour servir à la planification et aux efforts de plaidoyer pour un développement durable et plus inclusif.

L'Equipe de Rédaction vous remercie de l'accueil que vous avez réservé au premier numéro du bulletin trimestriel « Partenariat en Action » et reste disponible pour recevoir vos avis et suggestions dans le sens d'améliorer le contenu aussi bien dans son fonds que dans sa forme. Rendez-vous est pris pour juin 2015 pour le prochain numéro de « Partenariat en Action ».

Pascal Karorero

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Maleye Diop

EDITEUR
Mahamadi Ouédraogo

COORDONNATEURS DE LA RÉDACTION
Mahamadi Ouédraogo
Laetitia Ouoba

RÉDACTEURS
Lamine Diop
Hama Traoré
Bintou Diallo
Frédéric Hien (PRGLA)
Ouarda Derafa
Aki Kogachi
Mahamadi Ouédraogo
Laetitia Ouoba

STAGIAIRES
Stéphanie Zoungrana
Ferdinand Koanari

CONCEPTION ET MISE EN PAGE
Mahamadi Ouédraogo
Laetitia Ouoba

RELECTEURS
Hervé Kouraogo
Dieudonné Kini
Hama Traoré
Ouarda Derafa

PHOTOS
PNUD Burkina Faso

ADRESSES
PNUD
34, Avenue du CES
Immeuble des Nations Unies
01 BP 575 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél. : 226.25.30.67.62/63/64
Facsimile: 226.25.33.27.46
Courriel: registry.bf@undp.org
Visitez notre site web :
www.bf.undp.org
Page Facebook
https://www.facebook.com/pages/PNUD-BURKINA-FASO

ROJALNU

UN ACCORD DE SIEGE POUR LE RESEAU DES ORGANISATIONS DES JEUNES LEADERS DES NATIONS UNIES POUR L'ATTEINTE DES OMD

Dans le cadre de l'Agenda Post 2015 et de la convention de partenariat avec le Réseau des Organisations des Jeunes Leaders Africains des Nations Unies pour l'Atteinte des OMD (ROJALNU-AFRIQUE), un accord de siège entre le gouvernement du Burkina Faso et le ROJALNU a été signé le 17 février dernier à Ouagadougou.

Depuis 2004, les Nations Unies sous le leadership du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ont mobilisé la jeunesse africaine et mondiale afin de les outiller à prendre une part active dans l'atteinte des OMD et surtout dans leur vulgarisation et dissémination au sein des couches jeunes afin d'en faire une affaire de tous.

Un combat de longue haleine qui a finalement abouti.

Le 17 Février 2015 a eu lieu la signature d'un accord de siège entre le Gouvernement du Burkina Faso représenté par le Ministre Délégué chargé de la coopération régionale, le Ministre de la Jeunesse et de l'Emploi et le Président du ROJALNU/ OMD/Afrique. Cette cérémonie de signature a vu la participation spéciale du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Représentant Résident du PNUD.

De l'avis de M. Alioune Gueye, Président du ROJALNU/ OMD/ Afrique, la signature de cet accord est le couronnement d'un long processus pour les jeunes du réseau qui depuis 2004 avaient formulé la requête de voir le Burkina Faso abriter le siège de l'organisation. Il a également rappelé et salué l'appui inestimable dont a bénéficié le réseau du Système des Nations Unies à travers le PNUD, l'ONUSIDA et l'UNFPA.

La reconnaissance du gouvernement burkinabè pour le choix du pays

Le Ministre Délégué chargé de la coopération régionale, Moussa Nébié dans son allocution a pour sa part remercié le ROJALNU d'avoir choisi le Burkina comme le carrefour des pays africains et a réitéré l'engagement du gouvernement burkinabè à toujours accompagner le ROJALNU dans ses activités.

Le Ministre délégué et le Président du ROJALNU après la signature de l'accord

L'heure est maintenant à la réflexion sur l'Agenda post-2015

Quant au Cordonnateur Résident et Représentant Résident du PNUD Pascal Karorero, il a félicité le ROJANU pour l'obtention d'un siège à Ouagadougou et a également salué la bonne collaboration entre le ROJALNU et le PNUD pour la promotion des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) 2015.

Il a souligné que bon nombre de pays y compris le Burkina n'auront pas atteint tous les résultats escomptés, dans le cadre des OMD d'où la nécessité de poursuivre les efforts dans le cadre de l'agenda Post 2015.

On notera enfin que les différentes parties prenantes à la signature de cet accord ont reconnu son caractère légal mais aussi obligataire qu'il entraine de part et d'autre.

Laetitia Ouoba

Transition Nationale

LE PNUD AUX COTES DU BURKINA FASO POUR UNE TRANSITION SEREINE ET DES ELECTIONS REUSSIES

L'année 2015 s'annonce comme une année de grands défis et d'opportunités pour le Burkina Faso. En effet, suite à l'insurrection populaire des 30 et 31 Octobre 2014 et la préparation d'élections qui marqueront la fin de la période de transition politique, les défis de développement restent d'actualité et deviennent plus pressants avec un plus grand éveil des consciences.

Le Représentant Résident du PNUD remettant un ordinateur portable au Président du CNT

Cette année, le PNUD-continuera à appuyer le développement du Burkina Faso dans les domaines couverts par le Programme Pays entre autres, la poursuite de l'appui au processus de la transition politique et l'organisation des élections. Une série d'activités en matière de renforcement des capacités et développement d'outils de travail des acteurs nationaux durant la période de transition, pour des élections libres et transparentes a été identifiée.

Sensibiliser les membres du gouvernement pour une meilleure compréhension de leur rôle pour des élections pacifiques et libres.

Le 30 janvier 2015 , la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), avec l'appui technique et financier du PNUD a organisé une journée de réflexion et de sensibilisation au profit des membres du Gouvernement de transition sur le thème : *les enjeux des élections de 2015 au Burkina Faso*.

Cette session a regroupé, outre Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Le Président de la CENI, l'ensemble des membres du Gouvernement, le Représentant Résident du PNUD, le Directeur Pays a.i. du PNUD et ses collaborateurs. Ils ont eu l'occasion de mieux s'informer et réfléchir entre autres sur les questions de démocratie, gouvernance et élections en Afrique, du cycle électoral et du cadre constitutionnel, légal et institutionnel des élections au Burkina Faso et sur les conditions nécessaires pour des élections réussies en 2015.

Le CNT à l'école de BRIDGE

La seconde initiative a consisté à l'organisation d'une session de formation BRIDGE (Building Resources in Democracy, Governance and Elections)au profit des membres du Conseil National de la Transition (CNT).

L'objectif principal de cette formation était de contribuer au renforce-

Transition Nationale

LE PNUD AUX COTES DU BURKINA FASO POUR UNE TRANSITION SEREINE ET DES ELECTIONS REUSSIES

Les membres du CNT à l'issu de la formation, posant avec les formateurs

ment des capacités des acteurs de la transition, pour leur permettre de comprendre les règles qui gouvernent tout processus électoral et de jouer convenablement leur partition dans la mise en œuvre du processus en cours. Les participants ont pu bénéficier des connaissances et appui des facilitateurs accrédités et semi accrédités BRIDGE, déployés à cet effet.

Au cours de cette formation, les thématiques sur les principes et les concepts utilisés dans le domaine électoral, le cadre juridique des élections et le processus de gestion des élections ont été abordées.

41 millions de FCFA pour équiper le Conseil National de Transition

Afin de créer les conditions permettant au CNT de jouer pleinement son rôle, le PNUD a offert du matériel informatique au Conseil National de la Transition (CNT). Ce matériel d'une valeur globale de plus de 41 millions de FCFA est composé de: a)Trente (30) ordinateurs complets de bureau et 30 onduleurs pour les protéger contre les coupures de courant.

Chacun de ces 30 ordinateurs est doté d'un anti-virus et d'un modem de connexion wifi, pour amplifier les capacités de connexion à Internet ; b) Dix (10) ordinateurs portables livrés avec des housses de protection ; c) Trente (30) imprimantes livrées avec 30 cartouches d'encre; d) Cinq (05) imprimantes laser livrées avec 05 lots de cartouches d'encre couleur ; e) Vingt-trois (23) clés USB de 8 GB de capacité chacune ; f) Trente (30) rallonges électriques de 5 mètres chacune ; g) Deux (02) imprimantes réseau multifonctionnelles (scanner, téléfax, photocopieur) livrées avec un supplément de dix cartouches d'encre ; h) Six (06) vidéoprojecteurs livrés avec des kits d'installation.

Le mot du Représentant Résident

Le Représentant résident du PNUD M. Pascal Karorero a d'ailleurs rappelé que le PNUD est un partenaire de longue date du Burkina Faso. Il a réaffirmé l'engagement de son institution à accompagner la transition au Burkina car cette contribution au renforcement des capacités du Conseil National de la Transition et de l'administration parlementaire est le reflet de la volonté du PNUD d'accompagner le gouvernement du Burkina Faso, pour une transition pacifique et des élections libres et transparentes en 2015 ❐

Laetitia Ouoba

PROJET PILOTE CLIM-WARN

UNE REUSSITE POUR L'IDENTIFICATION DE SYSTEME D'ALERTE PRECOCE

Une photo de famille des participants à l'atelier

Le projet CLIM-WARN est une initiative du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) qui vise la mise en place d'un système d'alerte précoce efficient en vue d'informer les communautés vulnérables sur les risques climatiques dans trois pays africains : Burkina Faso, Ghana et Kenya.

Les 24 et 25 Février 2015 la salle de conférence de l'hôtel Palm Beach de Ouagadougou a abrité un atelier de restitution des activités terrain du projet CLIM-WARN.

Les objectifs de l'atelier

Présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques, du Secrétaire Permanent du Conseil National de l'Environnement et du Développement Durable et du représentant du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, l'atelier avait pour objectif de restituer les résultats des travaux terrain et d'échanger sur la voie à suivre pour la mise en œuvre du projet, notamment le cadre institutionnel et les options de financement.

Les Résultats présentés

Ainsi, une trentaine d'acteurs du secteur public et privé, de la société civile, des institutions et organisations nationales et internationales ont pris connaissance des résultats de travail terrain qui se résument comme suit : 360 ménages répartis dans 12 sites du Burkina ont été enquêtés et des entretiens de focus groupes ont été réalisés. Ceci a permis d'identifier les principaux risques climatiques, les indicateurs traditionnels, les institutions accessibles et fiables, les canaux d'informations disponibles et les plans de préparation existants auprès des communautés.

Des présentations, des sessions de table ronde et de travaux de groupes ont permis de cartographier la structure organisationnelle idéale d'un système effectif d'alerte multirisque au Burkina Faso et d'identifier les meilleures options de financement pour le système d'alerte précoce multirisque.

Bintou Diallo

Renforcement des capacités nationales

Cérémonie de clôture officielle du certificat en gouvernance des zones humides africaines

La salle de conférence de la Présidence de l'Université de Ouagadougou a abrité le lundi 22 décembre 2014, la cérémonie de clôture officielle du Programme de formation au certificat « en gouvernance des zones humides africaines ». Les récipiendaires de ce certificat, au nombre de 22, ont reçu leur parchemin au cours de cette cérémonie, présidée par Youssouf Ouattara, Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques.

Hama Traoré

Les bénéficiaires de la formation posant avec les autorités présentes

C'est au terme d'un programme de formation qui comprenait dix (10) modules, des conférences thématiques et des sorties de terrain, soit au total trente (30) crédits de 295 heures, sanctionné par la rédaction d'un document synthèse que les auditeurs ont reçu leurs certificats d'aptitude.

Une reconnaissance nationale et internationale de ce certificat

Ce certificat a bénéficié de l'appui financier de la Coopération Autrichienne, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de l'Etat Burkinabé . Il a aussi bénéficié de l'appui technique de l'Université de Ouagadougou et l'Université Senghor d'Alexandrie en Egypte, en partenariat avec la Convention de Ramsar. Cette dernière a pour mission « La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales. Et enfin de l'accompagnement de la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier »), le Centre Francophone de Recherche Partenariale sur l'Assainissement, les Déchets et l'Environnement (CEFREPADE) et le projet Conso lidation de la Gouvernance Envi ronnementale Locale (COGEL).

Le mot du PNUD par rapport à cette initiative

Représentant le Directeur Pays a.i. au cours de cette cérémonie, Dieudonné Kini, Team Leader Gouvernance au PNUD Burkina, a fait remarquer que « cette cérémonie revêt une grande importance pour son institution en ce sens qu'elle met en exergue deux fondements majeurs du Plan Stratégique du PNUD 2014-2017 que sont le partenariat et le renforcement des capacités nationales .

En outre le développement des capacités permet de consolider et de pérenniser les fondations du développement, et pour ce faire, il incombe à tous les acteurs pris indi, viduellement ou collectivement d'agir pour le développement des capacités en donnant un sens et une forme au principe d'appropriation nationale et en le traduisant par des effets plus tangibles et durables du développement. Il est attendu que les gestionnaires des sites Ramsar à l'issue de cette formation, contribueront substantiellement à l'élaboration et à la mise en œuvre des Plans de gestion (PdG) des sites Ramsar ainsi qu'à la form ulation du projet d'inventaire des zones humides du Burkina Faso.

Ce certificat contribue ainsi donc à apporter des approches et des solutions novatrices dans la gestion intégrée des zones humides au Burkina Faso qui sont de véritables niches écologiques devant être préservées dans un contexte sahélien et de changements climatiques.

BINTOU DIALLO : VNU Nationale, Unité Environnement du PNUD pour le compte du PNUE

Sur le terrain, Bintou aide les femmes dans la classification des institutions

En ce mois de mars qui a célébré la Journée Internationale de la Femme, le Programme VNU souhaite mettre à l'honneur 2 femmes volontaires des Nations Unies qui servent au sein du PNUD et qui contribuent activement à la réalisation des objectifs de développement au Burkina. L'une s'engage pour la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles au Burkina Faso et l'autre pour la résilience des populations vulnérables façe aux risques climatiques. Voici leur mission.

Dans un contexte mondial de changement climatique, Bintou DIALLO met son expertise d'environnementaliste au profit du Programme des Nations Unies de l'Environnement (PNUE) et du PNUD pour améliorer la résilience des populations vulnérables du Burkina Faso.

En effet, depuis Aout 2013, elle est en charge du Projet CLIM-WARN (qui est une initiative du PNUE en partenariat avec le PNUD) dont l'objectif est de mettre en place un système d'alerte précoce efficient en vue d'informer à temps les communautés vulnérables sur les risques climatiques dans trois pays africains : Burkina Faso, Ghana et Kenya. Sa principale mission consistait à coordonner et mettre en œuvre les activités au niveau du Burkina Faso.

Il s'agissait entre autres, d'organiser une première réunion nationale, à laquelle les principaux acteurs intervenant dans le domaine du Changement Climatique seraient réunis, d'identifier et définir les sites vulnérables afin de permettre la signature d'un accord avec les partenaires locaux pour la collecte des données terrain.

Par la suite, 360 ménages répartis sur 12 sites du Burkina ont été enquêtés et des entretiens de focus groupes ont été réalisés. Ceci a permis d'identifier les principaux risques climatiques, les indicateurs traditionnels, les institutions accessibles et fiables, les canaux d'informations disponibles et les plans de préparation existants auprès des communautés.

Le 26 Février dernier, c'est au cours d'un atelier régional que les résultats ont été validés et la mise en route d'une proposition d'élaboration d'un plan de prototype.

Bintou Diallo a obtenu des résultats édifiants pour la capitalisation des résultats de ce projet et a mené à bien toute la coordination en tant que point focal PNUE pour le Burkina Faso.

Ouarda Derafa

Page VNU: Deux Femmes engagées pour le développement

DANIELA BUCHMANN : VNU Internationale, Point focal genre Unité Gouvernance PNUD

Selon un sondage effectué ces douze derniers mois au Burkina Faso, 33,5% des femmes déclarent avoir subi une forme de violence. Ces données critiques ont amené certaines agences des Nations Unies à fédérer leurs efforts et à mettre en place un programme conjoint de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles (VEFF).

Daniela, représentant le PNUD au cours de l'atelier VEFF ave les leaders coutumiers

Daniela Buchmann, VNU Chargée de Programme Gouvernance et point focal genre du PNUD, a donné priorité au lancement des activités de ce programme en fin 2014. Organisation proactive de réunions de planification avec le Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre(MPFG), activités conjointes du programme financées par le PNUD, sorties terrains dans les régions des Hauts-Bassins, du Plateau Central et du Centre afin de confronter les données sur les violences basées sur le genre ainsi que les connaissances des acteurs locaux, présentation du programme d'activités visant à changer les mentalités et les comportements, ont été entre autres le cheval de bataille de notre volontaire.

Le programme VEFF a pu se rendre sur le terrain pour former des autorités coutumières et religieuses à la détection de violences et à la lutte contre ce fléau.

Les témoignages des autorités coutumières faits au cours de ces formations, allant de la médiation en cas de conflits conjugaux jusqu'à la protection des femmes victimes de violences dans leur ménage, ont montré l'engagement de ces personnalités pour un changement de mœurs.

Aujourd'hui, ces autorités ont mis en place des réseaux de lutte contre les VEFF à l'issue de la formation reçue. Elles peuvent dans ce sens bénéficier de l'accompagnement à travers la voix du point focal genre pour le développement de plans de travail pour leurs régions et la possibilité d'une collaboration future plus spécifique. L'institution de ce programme a en outre permis la production et diffusion d'émissions radio et télé en langues locale et française, dans le cadre de la sensibilisation de la population burkinabè sur la problématique des VEFF.

A ce jour, le PNUD est considéré comme l'agence leader en matière de réalisation des activités du programme de lutte contre les violences basées sur le genre, et ce grâce à l'engagement de ces premiers responsables et à la détermination de la VNU point focal genre.

Ouarda Derafa

Vers une plus grande efficacité de la lutte contre le VIH/SIDA au Burkina Faso

Processus d'évaluation de l'environnement juridique burkinabé de la réponse au VIH/SIDA

Le mercredi 11 mars 2015 s'est tenu à l'intention des membres du « Groupe de travail élargi Droit et VIH » un atelier de validation des documents de références, guides d'entretien, liste des acteurs clés à interviewer…

Une vue des participants au cours de l'atelier

La lutte contre la SIDA est l'une des priorités de l'Etat Burkinabé depuis plusieurs décennies. Cette préoccupation de première importance est clairement affirmée dans les documents de politiques et de stratégies au niveau national.

Repondant à la vision du PNUD

Fort de sa vision consistant à « aider les pays à assurer simultanément l'élimination de la pauvreté et une réduction sensible des inégalités et de l'exclusion », et en droite ligne avec les orientations de l'UNDAF 2011 – 2015, le PNUD accompagne les efforts du Burkina Faso dans la réalisation de ses objectifs de développement à travers son programme de coopération 2011 - 2015.

En vue de préparer la phase de collecte des données le Secrétariat Permanent/Conseil National de Lutte contre le SIDA (SP/CNLS) a organisé le mercredi 11 mars 2015 à l'intention des membres du « Groupe de travail élargi Droit et VIH » un atelier de validation des différents documents (termes de références, guides d'entretien, liste des acteurs clés à interviewer…).

Cet atelier, qui a suscité un engouement certain chez les différents acteurs provenant de divers secteurs d'activités a également été l'occasion de renforcer leur mobilisation et engagement autour de cette initiative mise en œuvre dans un contexte particulièrement délicat.

L'objectif visé par les organisateurs

L'objectif général de cette étude est de promouvoir un environnement juridique qui favorise une réponse efficace fondée sur le droit dans la riposte contre le VIH au Burkina Faso. De manière générale, on constate que les questions de protection juridique sont moins renseignées et prises en compte dans les stratégies de riposte au VIH et de protection sociale. La prise en compte de cette dimension dans les stratégies de réponse au VIH reste cruciale si l'on souhaite réaliser l'accès universel à la prévention, à la santé, aux soins et au traitement tel que préconisé par l'ONUSIDA.

Quid des échanges

Les échanges particulièrement riches ont permis de mieux expliciter le processus de la revue juridique, les principes à prendre en compte dans sa réalisation tels que la transparence, la participation et l'engagement des acteurs clés. Tous ces aspects ont permis de recentrer et renforcer la base contextuelle de la réalisation de cette étude dont les résultats devraient contribuer à promouvoir un environnement juridique qui favorise une réponse efficace fondée sur le droit dans la riposte contre le VIH au Burkina Faso.

Au terme de cette demi-journée des amendements pertinents ont été apportés aux documents de travail et en général au processus qui s'est voulu participatif en vue de l'élaboration d'un rapport consensuel et objectif. Pour la réalisation de cette évaluation, le bureau PNUD Burkina a bénéficié de l'appui technique et financier du centre régional du PNUD pour l'Afrique basé à Addis Abéba.

Lamine Diop

Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNA)

Une réponse durable aux changements climatiques

L'atelier de validation national du Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNA) s'est tenu le 17 février 2015 dans la salle de réunion des archives nationales à Ouagadougou. Il avait entre autres objectifs de passer en revue le plan et faire des amendements qui prennent en compte les préoccupations nationales en matière d'adaptation au changement climatique, et de s'approprier le contenu de la version finale du PNA.

Les participants au cours du COPIL

Qu'est ce que le PNA?

Le Plan National d'Adaptation aux changements climatiques (PNA) est le résultat d'une approche interinstitutionnelle, multisectorielle, fondée sur l'évolution de la science dans le long terme. Il prend en compte tous les secteurs exposés aux changements climatiques (environnement ressources naturelles, santé, agriculture, productions animales, météorologie, ressources en eau, ...).

Il intègre également les associations féminines et les organisations de la société civile pour s'assurer de la prise en compte des besoins spécifiques dans leurs domaines d'intervention.

L'intégration du projet d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC) au Burkina Faso, demeure une priorité majeure. En effet, l'insuffisance de la prise en compte de l'aspect environnement a conduit à la révision du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté en 2003.

Aujourd'hui, la dimension d'ACC figure dans la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD) pour la période 2011-2015 ainsi que dans le Programme National du Secteur Rural (PNSR).

C'est dans ce contexte que le projet intitulé « Adaptation aux changements climatiques en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire au Burkina Faso, a appuyé l'organisation de l'atelier national de validation du PNA.

Le rôle du PNUD dans l'accompagnement du PNA

Le PNUD en étroite collaboration avec le programme global d'appui à la formulation du PNA a fourni divers appuis techniques à l'équipe nationale du PNA en vue de s'assurer du respect du processus d'élaboration du PNA et de sa conformité en tenant compte des exigences de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). La collaboration avec l'Université de Cape Town (Afrique du Sud) a permis également de disposer des résultats de scénarii climat à l'horizon 2050 et 2100 de 3 zones climatiques du Burkina Faso.

Le PNUD a apporté son appui tout au long du processus de formulation du PNA, et va poursuivre son engagement à soutenir son opérationnalisation.

A ce jour, 3 projets d'ACC qui prennent en compte les préoccupations majeures du rapport sectoriel du PNA (ressources en eau, agriculture, et ressources animales) sont en cours de formulation avec le SP/CONEDD.

La nécessité d'une bonne compréhension du PNA

Une séance de travail a eu lieu à Ziniaré les 13 et 14 mars 2015 pour permettre à l'équipe de SP/CONEDD d'intégrer les amendements faits par les différentes structures.

La prochaine étape consistera à soumettre le document définitif du PNA au conseil des ministres pour adoption et prise en compte dans la seconde phase de la SCADD en cours d'élaboration. Il sera également soumis à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Aki Kogachi

GOUVERNANCE LOCALE

Le PRGLA renforce les capacités de la délégation spéciale de Safané

Les membres de la délégation spéciale de la commune rurale de Safané dans la région de la Boucle du Mouhoun ont bénéficié d'une formation les 12 et 13 mars 2015. Axée sur la décentralisation, la collaboration entre les Organisations de la société civile (OSC) et les collectivités territoriales et la prise en compte de la culture et du tourisme dans la planification locale, la formation a été animée par les cadres du sous-Programme de Renforcement de la Gouvernance Locale et Administrative (PRGLA).

Fréderic Kpamber Mètouor-mane HIEN, Chargé de Communication PRGLA.

Une partie de la délégation spéciale au cours de la formation

L'insurrection populaire des 30 et 31 octobre derniers a conduit à ds changements institutionnels majeurs dont la mise en place de délégations spéciales et à la dissolution des conseils des collectivités. Conformément à la loi, ces délégations spéciales assurent la continuité de l'administration territoriale.

Les défis de la délégation spéciale dans les communes

Nouvelles face à cette mission, ces délégations spéciales ont besoin d'être outillées pour mieux cerner les enjeux actuels de la gouvernance locale et bien conduire les collectivités durant la transition politique en cours. Préoccupé par cette situation, le PRGLA dans sa mission d'accompagner les collectivités territoriales par la responsabilisation des acteurs est à pied d'œuvre.

Au nombre de vingt-neuf (29), les membres de cette délégation spéciale ont échangé sur les concepts de décentralisation, de gouvernance locale et de développement économique local. A travers un exposé ils ont eu l'occasion de mieux connaître les rôles et les responsabilités des autorités locales de la transition qu'ils sont.

Les participants ont également bénéficié du guide de collaboration entre les OSC et les collectivités territoriales. En rappel, ce guide a été élaboré en 2013 avec l'appui du PRGLA.

L'impact du tourisme pour le développement de la région

De la nécessité de prendre en compte la culture et le tourisme dans la planification locale le partenariat entre le PRGLA et le Programme des Musées d'Afrique de l'Ouest (WAMP) a permis d'élaborer un manuel de promotion des potentialités culturelles et touristiques dans les collectivités territoriales. Ainsi, le contenu de ce document intitulé Manuel d'élaboration et de mise en œuvre de projets culturels et touristiques pour le développement des économies locales dans le contexte de la décentralisation au Burkina, a été partagé au cours de ces deux jours d'échanges.

De façon concrète, les participants ont identifié les potentialités culturelles de leur commune et mené la réflexion sur la problématique de la valorisation de celles-ci et sur ce que la culture et le tourisme peuvent apporter au développement économique local.

Le mot de la délégation spéciale de Safané

Pour le Secrétaire General de la Commune, Moussa Sanou, « Nombreux étaient les membres de notre délégation qui n'étaient pas suffisamment informés sur les thématiques qui ont été développées. A travers ces échanges nous sommes mieux outillés pour contribuer à la bonne marche de la commune jusqu'aux échéances électorales prochaines.»

Les participants ont eu droit à une série de documents produits avec l'appui du PRGLA ainsi que les textes et lois relatifs à la décentralisation et à la mise en place des délégations spéciales.

A l'instar de la délégation spéciale de Safané, bien d'autres délégations spéciales bénéficieront dans les jours à venir de la même formation.

Toute l'équipe du PNUD Burkina Faso vous souhaite une bonne lecture du «Partenariat en Action»

Retraite du bureau du PNUD Burkina du 24 au 26 Février 2015 à Koudougou